

*l'Anti*capitaliste

n°785 | 29 janvier 2026 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

SOLIDARITÉ



AVEC LES KURDES DE SYRIE !

ZOOM

Répression.
Combattre la loi
Yadan jusqu'au rejet
Page 3

INTERNATIONAL

Minneapolis : grève générale
et nouvel assassinat par
des agents fédéraux
Page 4

ARGUMENTS

Les Émirats arabes unis,
un sous-impérialisme
extractiviste
Page 5

CHAMP LIBRE

Une campagne de solidarité internationale
pour soutenir le projet d'industrialisation
écologique de l'usine GKN de Florence
Page 8

Édito

Davos, le commerce c'est la guerre

Par WILLIAM DAUNORA

«J e parlerais aujourd'hui de la rupture de l'ordre mondial, de la fin d'une fiction agréable et du début d'une réalité brutale où la géopolitique des grandes puissances n'est soumise à aucune contrainte». Ouh là, que s'est-il donc passé à Davos cette année pour que le Premier ministre canadien transforme l'enceinte feutrée du forum économique en arène anti-impérialiste ? Ton inhabituel pour ce forum qui réunit usuellement plusieurs milliers de représentantEs des bourgeois mondiaux et dont on se demande à quoi il sert. De fait, cette année, Davos fut une vitrine pour les projets impérialistes des États-Unis. En mode business.

Acheter le Groenland

Entre menaces d'intervention militaire, de hausse des droits de douane et de proposition d'achat (100 000 dollars par habitantE, soit un peu moins de 6 milliards), Trump a proposé lors du forum Davos d'assouplir un accord existant afin que l'*«accès total»* et *«sans limite»* de temps du Groenland puisse se faire sans avoir à *«consulter»* et *«informer»* au préalable le Danemark et le Groenland. Trump finira par obtenir la militarisation du territoire, au détriment des populations locales et de l'environnement.

Vendre la Palestine

C'est l'autre de ses «deals» que Trump a fait avancer à Davos. Il y a fait la promotion de son «Conseil de la paix». Organe initialement conçu pour mettre en œuvre le plan de Trump pour faire de Gaza une riviera de luxe, ce conseil a vocation à remplacer l'ONU. Ticket d'entrée ? Un milliard de dollars. Une bagatelle pour pouvoir profiter d'un génocide. Vingt États ont d'ores et déjà payé pour y siéger et six autres sont candidats, dont l'Egypte et l'État d'Israël... Davos aura montré, si c'était nécessaire, que le commerce c'est la guerre, par d'autres moyens. La guerre contre les peuples et contre la planète. Pour stopper les impérialistes et la militarisation du monde, par notre internationalisme, construisons le forum mondial du droit des peuples à décider pour eux-mêmes.

SOUVENIR DU FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL DE DAVOS



Bien dit

Nous soulignons le risque que des communiqués dénonçant les politiques migratoires et les pratiques policières en utilisant des mots comme «rafle», «camp», «déportation» ou en faisant des parallèles avec Vichy ne soient considérés comme «négationnistes»

Le GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigré·es) explique pourquoi il s'oppose à la loi Yadan qui étend de manière dangereuse la définition du négationnisme incluse dans la loi de 1881 sur la presse.

ROJAVA Solidarité avec les Kurdes de Syrie

Sous la menace conjointe de Damas et d'Ankara, les attaques contre les Kurdes de Syrie se multiplient dans un contexte de recomposition impérialiste régionale. Face aux offensives militaires, aux manœuvres diplomatiques et à l'abandon des puissances occidentales, la solidarité avec le peuple kurde et son droit à l'autodétermination est plus que jamais nécessaire.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/CYBÈLE D.

Au lendemain de la libération de la Syrie et de la chute d'Assad, l'Armée nationale syrienne (ANS) et l'armée turque attaquaient les villes de Kobané et de Manbij, au Rojava. Malgré les discussions sur le statut du Rojava, un an plus tard, Kobané est à nouveau assiégée. Alep a été le siège d'une nouvelle bataille pour reprendre les deux quartiers à majorité kurde, forcer les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) et les Kurdes à quitter la ville. De nombreux massacres ont eu lieu lors de cette bataille.

Vers une Syrie centralisée et unifiée

Cette nouvelle bataille d'Alep scelle le rapprochement du dirigeant syrien Ahmed al-Charaa avec la Turquie mais surtout la volonté du pouvoir à Damas de reprendre le contrôle sur l'essentiel du territoire. L'influence turque est évidemment notable dans ce conflit : les drones turcs ont appuyé les troupes de Damas dans cette offensive, la Turquie bombarde le Rojava et participe au siège de la ville de Kobané. Erdogan cherche à en finir une fois pour toutes avec le Rojava après avoir mis au point mort le nouveau processus de paix avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), tout en maintenant sa répression contre le DEM (parti pro-kurde) et ses opposants politiques.

Mais, plus profondément, cette nouvelle situation illustre la volonté du gouvernement de transition syrien d'une Syrie

centralisée et unifiée, jouant sur les particularismes des différentes minorités ethniques ou religieuses, quand il n'attise pas les conflits contre Druzes, Alaouites ou Yézidis.

La cause kurde abandonnée par les puissances impériales

L'Administration autonome du nord-est de la Syrie (AANES) ou Rojava, à majorité kurde, devait incarner un contre-modèle aux politiques coloniales et impériales qui sévissent dans le Levant. Le Rojava a essayé de mettre en place une organisation politique avec comme piliers : le droit à l'autodétermination des peuples, le fédéralisme, le féminisme et l'écologie. Ce projet s'est heurté aux différentes réalités de l'impérialisme local et international. Longtemps soutenu par les États-Unis lorsqu'il fallait se débarrasser de l'État

islamique, la cause kurde a été abandonnée par ces mêmes puissances impériales qui font semblant de les soutenir. La France dit qu'elle n'abandonnera pas les Kurdes, mais n'a jamais reconnu diplomatiquement l'AANES, et Macron s'aligne sur Trump et l'Union européenne (Ursula von der Leyen était à Damas le 9 janvier), donnant 600 millions d'euros pour aider à la reconstruction de la Syrie alors que la guerre était en cours à Alep. Soucieux de se démarquer de son passé djihadiste et de ménager son image auprès des Occidentaux, al-Charaa s'est mis en scène le 16 janvier en reconnaissant la co-officialité du kurde, son enseignement dans les écoles, leur accordant la nationalité syrienne tout en les invitant à *«participer à l'édition du pays»*. Dans le même temps, l'armée appelait les FDS

à «revenir vers leur État», c'est-à-dire l'intégration dans l'armée syrienne. Cette position a le soutien des États-Unis. La situation actuelle est celle d'un cessez-le-feu précaire. En outre, dans les zones contrôlées par les FDS à majorité arabe, la direction kurde est très contestée.

Le peuple kurde a droit à l'autodétermination

Il est plus que jamais nécessaire de rappeler notre soutien à nos camarades kurdes. Quelles que soient les volontés réelles ou affichées du pouvoir syrien, le peuple kurde a droit à l'autodétermination et à sa propre armée dans un contexte où le pouvoir turc est à la manœuvre. En Europe, la solidarité s'organise, notamment avec les manifestations, rassemblements et actions de désobéissance civile organisées par la diaspora kurde. La campagne *RiseUp4Rojava* a mis en place une première caravane partant depuis la France, l'Allemagne et l'Autriche, ces convois se rejoindront à Vienne avant d'aller à la frontière entre la Turquie et Kobané. Des collectes de fonds pour l'AANES ou Rojava s'organisent. Nous continuerons de soutenir les revendications nationales des Kurdes, le droit à l'autodétermination des peuples, le soutien par en bas à la résistance et plus que jamais nous nous opposerons aux impérialismes turc, étatunien, français et israélien qui convergent à nouveau. *Bijî Berxwedana Rojava !*

Commission internationale du NPA-D

Acturama

Deux mille personnes ont manifesté le dimanche 25 janvier dans le 20^e arrondissement de Paris pour exiger vérité et justice pour El Hacen Diarra et lui rendre hommage. Violentement interpellé par la police le 14 janvier, il est mort en garde à vue des suites de ces violences policières. Comme toujours, le ministre de l'Intérieur continue de nier tout lien malgré les vidéos sans appel, et la famille craint que les éléments de preuve soient détruits.



IRAN Solidarité internationale face à la répression et aux menaces de guerre

La coupure d'internet depuis le 8 janvier n'y fait rien. La République islamique d'Iran (RII) ne parvient pas à dissimuler l'ampleur du massacre qu'elle a perpétré, documenté par les informations et vidéos qui circulent.

Une répression d'une brutalité extrême

Le régime a noyé dans le sang le soulèvement populaire massif déclenché le 28 décembre dernier. Selon les dernières estimations faites à partir d'éléments réunis par des organisations de défense des droits humains, plus de 30 000 manifestantEs auraient été assassinéEs les 8 et 9 janvier derniers. Ce bilan n'est pas définitif.

La RII a mené une répression d'une brutalité extrême et utilisé des armes de guerre contre une population sans arme. Des armes chimiques ont été employées dans les provinces où vivent des minorités nationales. C'est un véritable crime de masse que la mollaharchie a commis. La terreur s'exerce aussi après la mort. Des vidéos déchirantes montrent des parents à la recherche des corps de leurs enfants dans des morgues improvisées. Les corps sont rendus aux familles sous conditions : rançons, menaces, aveux forcés, interdiction de toute cérémonie publique. Des dizaines de milliers de personnes ont été blessées, plus de 41 000 arrêtées. Dans les prisons, des manifestantEs meurent sous la torture, dans les hôpitaux certains blessés sont achevés par les forces du régime. L'objectif est clair : écraser toute contestation sociale et politique par la peur.

La République islamique d'Iran réprime dans le sang le soulèvement populaire. Les menaces d'intervention militaire impérialiste se font de plus en plus pressantes. Il est urgent de construire une solidarité internationale avec les luttes populaires en Iran.



Manifestation pour dénoncer la répression du régime iranien, à Strasbourg le 17 janvier. PHOTOTHÈQUE ROUGE/NPA

Malgré cette violence inouïe, des manifestations ont eu lieu au Baloutchistan vendredi dernier. En début de semaine et malgré les menaces, des étudiantEs de l'université de médecine de Téhéran se sont rassembléEs en nombre pour demander justice pour leurs camarades et ont scandé des slogans contre le régime. Dans de nombreuses universités, les étudiantEs ont boycotté les examens et dénoncé les crimes du pouvoir. Des prises de position de médecins, d'avocatEs se multiplient pour dénoncer la répression.

La menace d'une intervention militaire impérialiste

À la violence d'État s'ajoute la menace d'une intervention militaire impérialiste. Le déploiement militaire imposant des États-Unis dans la région, les préparatifs en

Israël, dans les pétromonarchies du Golfe ou en Turquie, laissent craindre une nouvelle guerre. Une intervention militaire ne ferait qu'ajouter à l'immense souffrance des peuples d'Iran la douleur de nouvelles pertes humaines, de nouvelles destructions. Une telle intervention ne ferait qu'aggraver la répression. Ce n'est ni par les bombes ni par les assassinats ciblés que la RII tombera. Tout en agitant la menace d'une intervention militaire, Trump souhaite négocier avec Téhéran. Les deux options peuvent d'ailleurs se conjuguer. Trump vient de déclarer à l'agence de presse Axios que « l'Iran veut un deal », confirmant les contacts avec le régime. Il veut profiter de l'affaiblissement de la RII pour lui imposer un maximum de concessions : arrêt du programme nucléaire, transfert à l'étranger

Babak Kia

de l'uranium enrichi, réduction drastique de ses missiles à longue portée, arrêt du soutien aux différents proxy au Moyen-Orient, arrêt des ventes de pétrole à la Chine. La mollaharchie a déjà montré à maintes reprises sa capacité à trouver des accords avec les puissances impérialistes. L'unique critère étant de préserver le régime, ce qui implique de pouvoir écraser les contestations populaires librement.

Soutenir les luttes populaires

La seule perspective émancipatrice en Iran passe par une victoire des luttes populaires. Ce sont les réseaux militants progressistes, les travailleurEs, les femmes, la jeunesse, les minorités opprimées qui portent le combat pour la liberté, l'égalité et la justice sociale. C'est à ces forces que nous devons donner une visibilité politique, matérielle et internationale. C'est aux réseaux militants progressistes de l'intérieur que nous devons apporter l'aide nécessaire pour qu'ils puissent se structurer, s'organiser davantage et s'unir. Notre responsabilité est de relayer leurs voix et de refuser toute confiscation de leur combat, qu'elle vienne des puissances impérialistes ou des forces réactionnaires en exil.

Il est urgent de construire une solidarité internationale, indépendante, et résolument du côté des peuples d'Iran et du Moyen-Orient.

RÉPRESSION Combattre la loi Yadan jusqu'au rejet

Malgré des retouches pour la rendre plus « constitutionnelle », la proposition de loi n° 575 portée par Caroline Yadan « visant à lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme » (PPL Yadan) demeure une menace gravissime pour la solidarité avec la Palestine, pour la liberté d'expression et le débat scientifique.

La PPL Yadan n'a pas été examinée par l'Assemblée le lundi 26 janvier comme cela était programmé, mais elle va revenir : le gouvernement a même engagé la procédure accélérée sur ce texte. Caroline Yadan a saisi le Conseil d'État puis procédé à une série d'auto-amendements en Commission des lois pour tenter de rendre son texte plus compatible avec la Constitution. Pour autant, de sérieux doutes subsistent sur sa constitutionnalité et sa conformité aux normes européennes. Elle reste quoi qu'il en soit un danger grave et imminent pour les libertés publiques.

Une loi lissée mais toujours liberticide

L'article 1^{er} a été amputé (et c'est tant mieux). Mais il reste dangereux : il ne dit plus que l'apologie du terrorisme peut se faire « *indirectement* » mais « *implicitement* », et notamment « *en minorant ou en banalisant les actes de façon outrancière* ». Les termes employés sont tellement flous qu'ils créent un risque d'arbitraire judiciaire majeur. L'article vise toujours à censurer le débat public sur le 7 octobre et la résistance palestinienne. L'article 2 veut interdire l'antisionisme en condamnant le fait d'appeler « *à la destruction d'un État reconnu par la République française* ». Nous maintenons qu'il n'y a rien de répréhensible à défendre le droit à

la décolonisation et donc le démantèlement d'institutions coloniales, qu'elles soient reconnues et validées par l'État français ou non. L'article 4 étend le négationnisme à « *une minoration ou une banalisation outrancière* » de crimes contre l'humanité. À travers des formulations vagues et subjectives, l'objectif est toujours d'interdire de comparer les politiques israéliennes au nazisme, d'employer le terme « génocide » pour parler des crimes de l'armée israélienne, etc.

Les corrections formelles ne changent donc pas la nature profondément liberticide du texte.

Une mobilisation large pour la liberté d'expression

Face à ces dangers, une mobilisation importante s'est développée, dépassant largement l'extrême gauche et LFI, les mouvements antisionistes et de solidarité avec la Palestine. Universitaires, juristes, journalistes, associations de défense des libertés publiques, collectifs militants, organisations politiques et personnalités ont alerté sur les risques d'une telle loi pour la liberté d'expression, le débat politique et la recherche scientifique. Paradoxalement, l'outrance du texte et la mobilisation qu'il a suscitée ont enfin élargi le débat politique sur ce qui se fait au nom de la lutte contre l'antisémitisme. Dans les

rangs du centre gauche et du centre droit, des oppositions se sont exprimées, comme au sein du Parti socialiste, dont Olivier Faure a annoncé voter contre, malgré des divisions internes. Jusqu'ici, il suffisait d'afficher un discours nominalement « contre l'antisémitisme » pour disqualifier toute critique, comme lors de la marche du 12 novembre 2023 à laquelle le centre gauche a participé ou avec la loi sur l'antisémitisme à l'université votée par le PS – alors qu'elles s'inscrivaient l'une et l'autre dans le même paradigme, raciste et répressif, du « nouvel antisémitisme », qui tend à assimiler critique d'Israël, antisionisme et antisémitisme.

La bataille doit se poursuivre jusqu'au rejet définitif du texte, pour défendre les libertés publiques et la solidarité avec la Palestine génocidée. Ce rejet serait aussi un point d'appui juridique : devant les tribunaux, les avocatEs pourront invoquer ce rejet pour rappeler que le législateur a refusé d'assimiler la critique radicale d'Israël ou l'antisionisme à de l'antisémitisme, et que les juges ne peuvent aller au-delà de la volonté du législateur. Ce sera un point d'appui pour défendre celles et ceux qui luttent contre le colonialisme israélien, contre la censure et contre l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme à des fins répressives.

Olivier Lek Lafferrière

No comment

Certains m'accusent d'être un horrible dictateur. Mais parfois vous avez besoin d'un dictateur.

DONALD TRUMP, discours à Davos, le 21 janvier 2026

Agenda

Vendredi 30 et samedi 31 janvier, colloque citoyen « Ensemble, cultivons l'avenir de notre alimentation ! », Paris 10^e. De 9 h à 22 h, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, métro République.

Samedi 31 janvier, mobilisation internationale en soutien aux prisonnierEs palestinienNEs, Paris 10^e. À 14 h, place de la République.

Jeudi 5 février, présentation du Manifeste écosocialiste de la 4^e Internationale avec Franck Gaudichaud, Toulouse (31). À 19 h, salle San-Subra, 2, rue San-Subra, métro Saint-Cyprien.

Jeudi 5 février, rencontre-débat « Lutter contre l'international fasciste » avec Ludivine Bantigny et Ugo Palheta, Malakoff (92). À 20 h, Maison de la vie associative, 26, rue Victor-Hugo à Malakoff.

Vendredi 6 février, soirée « Cinq heures pour la Palestine » avec Salah Hamouri, Limoges (87). À 18 h, salle E.-Detaille à La Bastide à Limoges.

Samedi 7 février, manifestation antifasciste « Fermons la Taverne de Thor », Saulx-lès-Champlon (55). À 13 h, au départ de Saulx-lès-Champlon (Meuse).

Lundi 16 février, Centre d'études marxistes : « De quoi le communalisme est-il le nom ? », Montreuil (93). À 19 h, à Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Tirage : 1800 exemplaires

Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org

Directrice de publication : Penelope Duggan

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière

Numéro ISSN : 2269-3696

Maquette : Ambre Bragard

Commission paritaire :

1225-C-93922 Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.

Tél. : 0148 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

GRÈCE**Une mobilisation paysanne historique**

Pendant 2 mois, les paysanEs grecs se sont mobiliséEs avec un blocage partiel de grands axes. Si ce type de mouvement avait déjà eu lieu, celui-ci est remarquable par sa durée, le nombre des participantEs, l'extension géographique, et aussi par la manière de s'organiser.

Les raisons de la colère sont multiples et profondes. La situation économique, avec la hausse des coûts (électricité) et des subventions insuffisantes et en retard. En regard, la droite de Mitsotakis tente d'étouffer le scandale d'un office agricole dont un milliard de fonds européens ont été détournés pour servir son clientélisme !

Dans le même temps, les paysanEs de Thessalie restent démunis, 2 ans après la terrible tempête Daniel. Autre cause : une variole ovine, qui a déjà fait abattre 500 000 bêtes depuis août 2024 et s'intensifie. Or, le gouvernement refuse la vaccination et ne propose rien pour contrer la maladie, avec des risques pour les exportations de produits laitiers.

Sur le Mercosur, horrible pour ce pays agricole et sans réseau industriel performant, Mitsotakis n'a rien critiqué, et ses députés européens ont voté l'accord, malgré les protestations de paysanEs de son camp !

De manière générale, le monde paysan constate l'indifférence totale de la droite face au risque réel de disparition du secteur.

Une mobilisation populaire

Ces causes accumulées ont fait que, à la différence de mobilisations antérieures, celle-ci n'a pas joué la « concurrence » entre les lieux de blocage, l'action reposant toujours sur des barrages, cette fois très nombreux, pour arrêter ou ralentir la circulation sur les grands axes du pays. Face à l'intransigeance de Mitsotakis, la coordination nationale et les AG de base ont permis d'éviter les tentatives de divisions. Si des milliers de tracteurs étaient sur les routes, l'effet recherché a surtout été de montrer une force rassemblée, plutôt qu'aller au blocage total. Et cette fois, de nombreux jeunes paysanEs étaient résolument engagéEs. Le résultat, c'est que cette mobilisation a été fort populaire, et de nombreux solidaires sont venuEs sur les blocages : jeunes, travailleurEs...

Une défaite ?

Ne voulant rien céder, Mitsotakis a voulu très tôt criminaliser le mouvement, qualifié d'« extrémiste » (et même de « fasciste » !). Il a échoué dans sa tentative de division, en créant et invitant une délégation fantoche comportant même des gens sans lien avec le monde paysan ! Et il a cru que la répression et les procès allaient faire reculer les paysanEs mobiliséEs, en vain : iels n'ont plus rien à perdre.

De leur côté, la gauche et le PASOK ont certes affirmé leur soutien... mais sans aller jusqu'à ce qui aurait été décisif : pousser à une grève nationale de solidarité.

Face au mépris de la droite, l'absence de perspectives avec les seuls blocages vient d'amener à une levée des barrages. Malgré ce recul, la colère reste intacte, et l'idée mûrit d'un rassemblement national à Athènes. Ce jour-là, il faudra la grève générale !

A. Sartekis, Athènes, le 25 janvier 2026

À lire sur le site

Le Nigeria frappé par les États-Unis, la politique de la canonnière, par Paul Martial



Ruée sur les mines en Guyane, par la Commission nationale écologie



Israël démolit les bâtiments du siège de l'UNRWA à Jérusalem-Est, par An Gwespel

USA Minneapolis : grève générale et nouvel assassinat par des agents fédéraux

Au lendemain d'une grève générale remarquable d'une journée à Minneapolis pour protester contre le meurtre de Renee Nicole Good par des agents fédéraux, le 24 janvier ces derniers ont assassiné une deuxième personne, Alex Jeffrey Pretti, infirmier en soins intensifs au Veterans Affairs Medical Center.

Les porte-parole fédéraux ont immédiatement déclaré que Pretti était un terroriste intérieur qui avait l'intention de « massacrer » des agents fédéraux, qui, selon eux, lui ont donc tiré dessus en légitime défense. Mais les vidéos de l'événement contredisent les affirmations du gouvernement.

L'assassinat d'Alex Pretti

On voit clairement sur ces vidéos que Pretti, qui tenait un téléphone à la main pour filmer les agents de la police des frontières, s'était approché pour aider une femme qui avait été poussée à terre, lorsqu'il a été attaqué par sept agents qui l'ont plaqué au sol, lui ont pulvérisé du gaz poivré et l'ont roué de coups. Les agents ont alors découvert que Pretti portait une arme de poing dissimulée, comme la loi de l'État l'y autorisait, bien qu'il ne l'ait jamais brandie. Ils lui ont pris son arme, puis un agent de la police des frontières lui a tiré dessus à dix reprises, le tuant. Comme cela s'était produit précédemment lors du meurtre de Good, les agents fédéraux ont pris le contrôle du lieu de la fusillade, et même si les autorités de l'État du Minnesota, munies d'un mandat judiciaire, ont exigé le droit d'examiner les lieux, le département fédéral de la Sécurité intérieure a refusé. Malgré des températures nettement inférieures à zéro (-21°C), des centaines de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre le meurtre de Pretti et un millier d'entre elles se sont rassemblées pour une cérémonie commémorative spontanée en



Artist against apartheid / @sharonfrancesme

plein air. Le gouverneur Tim Walz, qui avait auparavant ordonné à la Garde nationale de se tenir prête, l'a maintenant mobilisée pour maintenir l'ordre à Minneapolis. Donald Trump a menacé d'invoquer la loi sur l'insurrection qui permet au président de mobiliser l'armée américaine. Il affirme désormais que le gouverneur démocrate Walz et le maire démocrate Jacob Frey « incitent à l'insurrection avec leur rhétorique pompeuse, dangereuse et arrogante ». Jusqu'à présent, Trump n'a pas envoyé de militaires, bien que son ministère de la Justice enquête sur le gouverneur et le maire pour avoir prétendument entravé le travail des agents de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement).

Grève générale contre l'ICE

La grève générale contre l'ICE organisée à Minneapolis le 23 janvier, soutenue par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires mobilisés sous le slogan « Journée de la vérité et de la liberté » et appelant à « ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses », a pratiquement paralysé l'activité économique de la ville. Une centaine de membres du clergé qui s'étaient rassemblés à l'aéroport et avaient bloqué les installations ont été arrêtés pour non-respect des ordres de la police, puis relâchés, tandis que des dizaines de milliers de personnes défilaient dans le centre-ville de Minneapolis.

Des centaines de petites entreprises ont fermé leurs portes pour la journée en signe de protestation, tandis que d'autres ont autorisé leurs employéEs à prendre un jour de congé. Partout, les gens criaient « ICE out » (ICE dehors). Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, malgré les températures négatives, la neige, le grésil et le verglas qui régnait sur la moitié du territoire.

Contrairement à l'Europe ou à l'Amérique latine, il n'y a pas de grève générale aux États-Unis. La grève générale de Minneapolis est sans précédent dans l'Amérique contemporaine. Il n'y a pas eu de grève générale à Minneapolis depuis 1934 et aucune autre ville n'a fait grève depuis la grève générale d'Oakland en 1946. Mais cela fait également longtemps que des agents fédéraux n'ont pas battu, gazé et assassiné des citoyenNES américainEs blancHEs en toute impunité.

Nous avons dépassé le maccarthisme réactionnaire des années 1950. Les événements de Minneapolis confirment que les États-Unis vivent aujourd'hui sous l'emprise mortelle d'un gouvernement autoritaire, mais aussi qu'il existe une résistance populaire puissante. Nous menons une lutte pour la justice, pour la démocratie et pour nos vies. Et cette lutte se poursuit, de manière particulièrement intense à Minneapolis, mais aussi ailleurs dans le pays. Et la fin n'est pas pour demain.

*Dan La Botz,
traduction Henri Wilno*

UKRAINE Le plan de Poutine : épouser la population pour faire capituler l'Ukraine

En ce début d'année, des centaines d'attaques ciblées ont été menées contre les réseaux et installations clés du pays. Missiles balistiques, missiles de croisière, drones visent les centrales électriques, les sous-stations de distribution, les centrales thermiques et hydrauliques. Dans ce froid extrême, les pénuries de chauffage, d'eau et d'électricité placent la population en situation de survie.

C'est un moment particulièrement critique, les températures moyennes à -10°C descendent souvent à -18°C ou -20°C la nuit. En bombardant les infrastructures énergétiques, y compris les infrastructures proches des centrales nucléaires encore opérationnelles, à Odessa, Kyiv ou Dnipro, Moscou cherche l'affaiblissement du pays. En réclamant, lors des négociations, les territoires du Donbass qu'il n'occupe pas, ceux où se trouve la ligne de défense ukrainienne, Poutine veut la briser pour ouvrir la route de Kyiv à l'armée russe.

La solidarité commence dans l'immeuble, la rue, le village.

Dans cette guerre d'usure, l'électricité est devenue une arme stratégique, pour ralentir l'économie et écraser la capacité de résistance de l'Ukraine. Les pannes massives d'électricité, dans certaines grandes villes, touchent jusqu'à 60 % des habitations. Les réseaux de chauffage urbains et de distribution d'eau sont souvent affectés

simultanément, rendant la vie précaire et dangereuse pour les personnes âgées, les familles et les malades. Les tentatives de réparation des installations endommagées dans la capitale sont compliquées par les réalités de la guerre.

L'usure psychologique, le froid et l'obscurité sont compensés par une solidarité concrète. La société ukrainienne s'entraide, se coordonne, invente et multiplie les actes de résistance collective au quotidien : chauffer une cage d'escalier commune, héberger les personnes âgées, partager générateurs et batteries, bricolier des lampes LED, des panneaux solaires artisanaux.

Résister à l'invasion, se battre pour la justice sociale

Mais sur les réseaux sociaux, dans la presse indépendante ou dans la rue, les critiques sont vives contre les défaillances des autorités. La corruption et les pratiques clientélistes ont freiné l'entretien et la modernisation du système énergétique ukrainien historiquement

fragile. La privatisation des biens municipaux a réduit les moyens des services publics. À Kyiv, l'absence de plan d'urgence crédible de la municipalité, qui appelle les habitantEs à quitter la capitale et alimente la panique, est sévèrement dénoncée.

En écho à ces protestations, nos camarades de Sotsialny Rukh (Mouvement social) se battent pour que les infrastructures municipales passent sous le contrôle effectif des travailleurEs. Cela permettrait de ne fournir l'électricité qu'aux entreprises essentielles, de soutenir les personnes les plus fragiles en garantissant le fonctionnement des centres communautaires, de répondre aux revendications des syndicats, en particulier ceux des infrastructures critiques.

En luttant contre l'invasion et contre un modèle politique et économique qui affaiblit les mécanismes collectifs de protection sociale et énergétique, iels préparent les conditions d'une reconstruction au service du peuple.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A

LES ÉMIRATS ARABES UNIS, UN SOUS-IMPÉRIALISME EXTRACTIVISTE

Les Émirats arabes unis (EAU) incarnent une forme contemporaine de sous-impérialisme, fondée sur la surexploitation d'une main-d'œuvre migrante massive, la conversion de la rente pétrolière en puissance financière et militaire, et une stratégie agressive d'accaparement de ressources en Afrique et au Moyen-Orient. Cette pétromonarchie autoritaire joue un rôle clé dans la reproduction de l'ordre impérial mondial. Dossier réalisé par Dominique Boury

Une monarchie autoritaire et prédatrice aux ambitions démesurées

Le rapport entre expatriéEs et émiratiEs est spectaculaire. La croissance fulgurante de Dubaï et Abou Dabi a entraîné des migrations massives de travailleurEs d'Asie du Sud puis d'Afrique de l'Est. En 2025, 88,5% des 11,3 millions d'habitantEs sont des expatriéEs, 1,18 million seulement des ÉmiratiEs. La pyramide sociale rigide est très inégalitaire. Les plus nombreux et les plus exposés aux stress climatiques, aux accidents du travail, sont les travailleurEs sous contrats temporaires. Les femmes domestiques, cruciales pour les classes supérieures, constituent le groupe le plus vulnérable du pays. En haut, les élites de la « global business class » forment une fraction privilégiée largement intégrée aux élites émiratiates.

La kafala, contrôler étroitement la main-d'œuvre
La kafala est un système de parnasse qui place le visa, le travail et la résidence d'un migrantE sous le contrôle de son employeur. Cette dépendance étroite permet, en pratique, le travail forcé. Il suffit que l'employeur annule le contrat pour que la personne soit expulsée. Illégale, la confiscation des passeports est massivement pratiquée dans la construction, la sécurité,

Créés en 1971, les Émirats arabes unis (EAU), une fédération de sept émirats, interviennent au Soudan (soutien de la milice responsable du massacre d'Al-Fasher), au Yémen (confrontation avec l'Arabie saoudite) et dans toute l'Afrique où ils multiplient les projets miniers, l'accaparement des terres, le contrôle des voies de communication.



l'hôtellerie et le travail domestique, empêchant de fuir un abus ou de quitter le pays. L'obligation de passer par des intermédiaires entraîne un endettement qui alourdit la dépendance.

Ce système permet à l'État et aux employeurs de maintenir la grande masse de prolétaires expatriéEs dans un quasi-esclavage. La kafala combine la surexploitation de la main-d'œuvre et son contrôle policier strict.

Économiser l'entretien et la reproduction de la force de travail

Les expatriéEs gagnent peu, vivent dans des camps, n'ont pas le droit de s'installer durablement, mais envoient la majeure partie de leur salaire à leurs familles. Ces transferts constituent les « rémitances ». Essentiels pour les pays d'origine, ces fonds représentent une ressource cruciale en devises étrangères. Les États émetteurs de main-d'œuvre en sont structurellement dépendants. Ce système contribue à renforcer la discipline de la main-d'œuvre dont les familles dépendent.

Pour les EAU, l'intérêt est majeur : tout ce qui a trait à la reproduction sociale (éducation, santé, soins aux parents) est pris en charge dans le pays d'origine, ainsi que tous les coûts liés à la main-d'œuvre (retraite, chômage, maladie, accidents du travail). Les EAU ne paient que la force de travail brute – ni l'entretien ni la reproduction.

Aucune protection sociale

Depuis les années 2000, des grèves contre les salaires impayés et les conditions de vie et de travail dangereuses sont menées mais systématiquement réprimées. Il n'y a aucun mécanisme institutionnel de négociation collective, aucune organisation syndicale autorisée, aucun droit de se syndiquer. La défense des droits sociaux passe par des ONG, des organisations syndicales internationales, les agences consulaires des pays d'origine. Les réseaux communautaires des expatriéEs, sans statut légal, restent les plus utiles : ils créent des caisses de solidarité, partagent l'information, organisent des micro-protestations.

Dans un Moyen-Orient sous tension, Arabie saoudite et EAU en conflit

Initiallement alliés contre les Houthis (chiites soutenus par l'Iran), leurs objectifs stratégiques divergents ont conduit à une rupture franche, dont Riyad est pour le moment sorti vainqueur, après avoir bombardé armes, blindés et véhicules tout-terrain envoyés par les Émiratis au Conseil de transition du Sud.

L'Arabie saoudite veut un Yémen uni sous un gouvernement reconnu internationalement. Les EAU privilégièrent des alliances avec des acteurs locaux, ici le CTS, contre le gouvernement central, pour accroître leur influence dans le sud de la péninsule, riche en pétrole, et sur les routes maritimes du golfe d'Aden et de la mer Rouge. Ces tensions reflètent un désaccord sur le conflit yéménite, mais elles marquent une rivalité stratégique croissante sur la place de chaque puissance dans la péninsule Arabique. Chacune veut obtenir la reconnaissance de Washington, leur manière d'y parvenir diffère.

Une alliance avec Israël qui s'affirme

Parce qu'ils veulent s'affirmer dans la région en tant que puissance autonome, les Émirats n'hésitent pas à jouer leur propre jeu. Leurs interventions au Soudan, au Yémen ou en Somalie inquiètent fortement l'Arabie saoudite. Le rapprochement des EAU avec l'État hébreu, manifeste depuis les accords d'Abraham en 2020, se renforce même si des différends subsistent (question palestinienne).

Les Saoudiens ont besoin qu'Israël soit intégré à l'architecture de sécurité de la région. Mais les massacres à Gaza ont empêché un rapprochement diplomatique plus complet, principalement à cause de l'opinion publique arabe pro-palestinienne ; les EAU n'ont sur ce terrain pas grand-chose à craindre.

Le dernier épisode de cette opposition est la reconnaissance de la république autoproclamée du Somaliland par Israël le

La guerre du Yémen a fissuré la coopération politique et économique entre les EAU et l'Arabie saoudite, fondée sur des intérêts communs au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

26 décembre. Les Émirats ont joué le rôle d'intermédiaires dans ce geste qui vise à assurer à Israël une place stratégique au plus près du Yémen et de l'Iran, au risque de remettre en cause les équilibres régionaux souhaités par Riyad, perturbés par la révolution en cours en Iran.

Un sous-impérialisme extractiviste et prédateur

Grâce à une exploitation massive du travail migrant, l'oligarchie capitalo-monarchique des EAU a transformé sa rente pétrolière en puissance financière, logistique et militaire. Sur le plan stratégique, les EAU demeurent étroitement dépendants des États-Unis pour leur sécurité militaire et d'Israël pour certaines capacités technologiques et de renseignement. Ils exercent une domination régionale réelle par une diplomatie agressive, leur armée et les groupes locaux qu'ils soutiennent. Prolongement de l'ordre impérial mondial, ils en assurent la reproduction dans des régions que les crises politiques et sociales, et les nouvelles conditions environnementales, ont fragilisées.

L'Afrique pillée par un extractivisme sans limite

En Afrique, en particulier en Afrique de l'Est, ils contrôlent des plateformes portuaires et logistiques sur les routes de la mer Rouge, du golfe d'Aden, de l'océan Indien, et investissent dans les infrastructures ferroviaires. Hyper-dépendants pour leur alimentation, les EAU accaparent des terres en Éthiopie, Soudan, Égypte, Kenya, Madagascar. Pour sécuriser les routes maritimes et leurs investissements extractifs, ils développent

une intervention militaire directe par des bases militaires (Somaliland), indirecte par le soutien massif à des milices autochtones (Soudan, Yémen).

Les EAU interviennent dans des territoires politiquement fragiles et déjà profondément affectés par les sécheresses, la désertification, l'insécurité hydrique et alimentaire. Cet « extractivisme vert », appropriation intensive de ressources (terre, soleil, vent, eau, minéraux, travail), se fait au nom de la transition énergétique. Les investissements « verts » dans des projets solaires, éoliens, hydrogène vert nécessitent des milliers d'hectares ; la fabrication d'hydrogène est très consommatrice d'eau ; leur production est principalement dédiée à l'exportation vers l'Europe ou l'Asie. Loin de bénéficier aux économies locales, l'argent des EAU renforce les gouvernements autoritaires.

Nos tâches

Le sous-impérialisme ne repose plus sur la colonisation territoriale directe, mais sur la captation militarisée des terres agricoles, corridors hydrauliques, ports, ressources minières, en exploitant les vulnérabilités écologiques et climatiques. L'anti-impérialisme du 21^e siècle doit intégrer pleinement les nouvelles conditions environnementales comme champ de lutte, en refusant toute naturalisation des catastrophes et en identifiant les acteurs qui transforment ces crises en instruments de domination. Nous devons penser ensemble sur exploitation du travail, dépossession territoriale et destruction des conditions matérielles de la vie.

En bref

Gennevilliers. Victoire de la grève à la SECAN. Après 17 jours de grève totale, les salariés de la SECAN à Gennevilliers ont remporté une victoire significative. Ils obtiennent 160 euros d'augmentation mensuelle pour toutes et le paiement de 80% des jours de grève. La production de cette usine a été totalement paralysée, pesant sur des clients majeurs comme Safran et Dassault, ce qui a contraint la direction, arrogante et méprisante, à céder. Environ 60 grévistes sur 200 salariés ont mené le mouvement, très majoritaire dans les ateliers. La lutte a bénéficié de la solidarité ouvrière locale, de la CGT, de l'UL et de l'UD, ainsi que d'élus. La reprise s'est faite dans la joie et la fierté. Un exemple à suivre pour les NAO, face aux patrons qui veulent limiter les hausses de salaires à des miettes.



◀ Lire l'article complet

Rennes. État d'urgence au CHU. Ce 22 janvier, 200 personnes se sont rassemblées pour la défense du CHU de Rennes à l'appel de l'intersyndicale (CGT, FO, SUD, UNSA), suite à l'engorgement important des urgences survenu ce mois-ci, durant lequel deux patients sont décédés la même nuit. Contrairement à ce que dit la direction, cette crise était prévisible, liée à des causes conjoncturelles — épidémie de grippe, grève des médecins libéraux — et structurelles — sous-dimensionnement du service, manque de lits d'aval, pénurie de personnel et insuffisance de structures d'hébergement et de soins. L'intersyndicale réclame l'ouverture de 50 lits et des recrutements aux urgences et au SAMU. La direction et l'ARS ne proposent que 20 lits de SMR et des transferts vers le privé. La lutte continue.



◀ Lire l'article complet

Limoges. Contre l'extrême droite royaliste. «Nous rendons hommage à Louis XVI. Mais quelque part, c'est quand même la condamnation de la Révolution.» Le 21 janvier, à Limoges, les royalistes (l'association des Amis du roi, soutenue par l'Action française — maurassienne et antisémite) appelaient à une messe pour Louis XVI. Les autorités ecclésiastiques locales ont permis à cette messe de se tenir, montrant une fois de plus leur accointance avec l'extrême droite. L'évêque Bozo de Limoges a déjà œuvré par de multiples actions à la mise en place de la logique Périclès du milliardaire Stépin. L'article du Populaire du Centre appelant à cette messe «pour le repos de l'âme du roi» sans aucune distance critique a suscité la colère des antifas. La résistance a été au rendez-vous: plus nombreuse et plus jeune que les royalistes.



◀ Lire l'article complet

Loiret/Loire-et-Cher. Toujours mobilisés pour les Brandt. Le 24 janvier, 350 personnes se sont mobilisées à Vendôme (41) et Saint-Jean-de-la-Ruelle (45), plus d'un mois après l'annonce de la liquidation de Brandt et la suppression de 700 emplois. Les manifestants dénoncent l'inaction de l'État après l'échec du projet de SCOP et les discours cyniques des autorités locales. La CGT a réclamé la «mise sous cloche» des machines pour empêcher une délocalisation rapide, tandis que les salariés de CTLog ont dénoncé leur situation absurde, contraints de pointer sans activité. Le NPA 45 a réaffirmé son soutien et revendiqué la réquisition de Brandt sous contrôle des salariés, ainsi que l'interdiction des licenciements, y compris chez Vergnet à Ormes (45) récemment liquidée.



◀ Lire l'article complet

À lire sur le site



Au Sénat, les tradi-cathos sabordent la loi sur la fin de vie, par la Commission Santé Sécu Social

MILITARISATION Renault fabricant de drones de combat!

Un nouveau pas vient d'être franchi avec l'implication de Renault dans la production d'armement et, plus globalement, dans le passage rêvé par Macron à une économie de guerre.

Deux des usines historiques de Renault devraient être «mobilisées» : Cléon, une usine de fabrication de moteurs, et Le Mans, spécialisée dans la fabrication de châssis, pour l'assemblage. Depuis déjà plusieurs mois, des prototypes de drones terrestres étaient testés sur les sites Renault de Guyancourt et de Villiers-Saint-Frédéric.

Un milliard d'euros, au total sur dix ans!

Ce «milliard» est brandi pour créer un effet de souffle et bien montrer que c'est du sérieux. Le partenaire en armement de Renault est «Turgis Gaillard», une toute récente entreprise d'armement du nom de ses deux fondateurs, avec 400 salariés pour un chiffre d'affaires annuel de 80 millions d'euros. Son site internet est plus bavard que Renault: le drone prévu, Chorus, est un engin kamikaze opérable

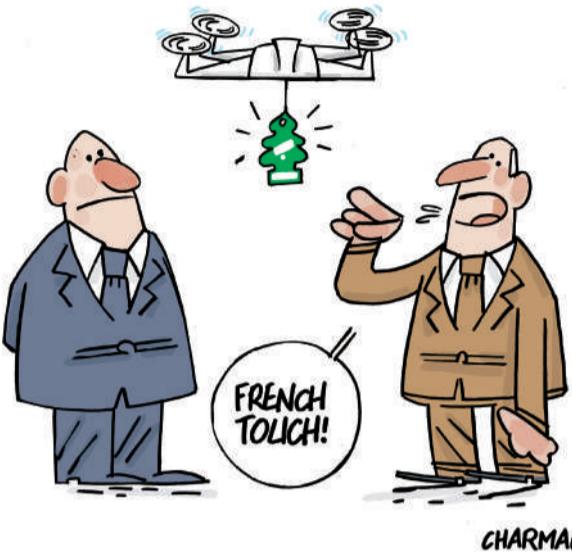
à distance pour des frappes précises sur cibles mobiles, exportable si besoin vers l'Ukraine ou l'OTAN. L'avantage pour un profiteur de guerre, c'est qu'un outil kamikaze doit être renouvelé après chaque opération! Alors que l'industrie d'armement est déjà florissante en France, pourquoi y enrôler Renault? «Il capitalise ses atouts production (coûts bas, délais courts) dans un contexte politique favorable. Ce partenariat complètement inédit marque l'entrée des grands civils dans l'effort de défense

nationale. L'enjeu est d'abord politique: Turgis Gaillard vend ainsi la mèche.

On n'est pas là pour faire des armes!

Cela est largement entendu parmi les ouvrières. La nouvelle, apprise d'abord par la presse, a souvent choqué et ne passe pas auprès de nombreux salariés. Il faut toutefois prendre garde à l'intoxication nationaliste qui commence à se répandre. Dès juillet, au moins cinquante ouvrières seraient installées

RENAULT VA FABRIQUER DES DRONES DE COMBAT



SANTÉ L'élargissement des compétences infirmières, une bonne nouvelle?

Le manque de personnel médical et paramédical, en particulier de médecins, pousse les gouvernements successifs à vouloir faire toujours plus avec toujours moins. L'élargissement des compétences infirmières s'inscrit dans cette logique, mais est-ce vraiment une bonne nouvelle?

Pour comprendre cette évolution, il faut partir de la dégradation de l'accès aux soins, marquée par l'extension des déserts médicaux et une pénurie de médecins appelée à s'aggraver: leur âge moyen dépasse 51 ans. Les universités manquent de moyens pour former davantage de médecins et seules 12 000 places ont été ouvertes en 2024, insuffisantes pour compenser les départs à venir.

Notre santé en danger

Dans le même temps, la pénurie de personnels — notamment infirmières et aide-soignantes — s'est révélée criante durant le pic de Covid, et les efforts de formation et de recrutement ont été insuffisants. En cause: un turn-over massif, les contrats courts, le gel des salaires et les conditions de travail. Dans les services, cela se traduit par des glissements de tâches, le non-remplement des absences et la multiplication des missions. Le cas des infirmières de bloc opératoire l'illustre: faute d'IBODE (infirmière de bloc opératoire, qui demande deux ans d'études supplémentaires), les hôpitaux recrutent des IDE (infirmières diplômées d'État) faisant fonction d'IBODE, parfois sans formation spécifique.

Des moyens financiers, pas des ajustements technocratiques

Pour l'État, il s'agit toujours de faire plus avec moins: la loi transforme les infirmières en variable d'ajustement face à la pénurie de médecins. La profession infirmière devient

une profession en mutation permanente, modifiée par décret et spécialisée en fonction des lieux d'exercice sans garantie de qualifications transversales. L'élargissement des compétences se fait sans formation et accompagne la dévalorisation des spécialités (IBODE) ainsi que l'échec et le manque de promotion des infirmières en pratiques avancées (IPA).

L'élargissement des compétences infirmières peut séduire des collègues en quête de reconnaissance et de cadrage des pratiques de glissement de tâches, mais aussi des patientEs espérant un meilleur accès aux soins. Mais cette réponse est inadaptée et risque de fragiliser durablement le diplôme infirmier et l'accès aux soins.

Pour une prise en charge globale et adaptée pour toutes

Il ne s'agit pas pour autant de rejeter l'idée que des tâches aujourd'hui assumées par une profession puissent être transférées à une autre. La profession infirmière s'est progressivement emparée de tâches autrefois réservées aux médecins, notamment grâce aux luttes des années 1980 pour faire reconnaître un «rôle propre» et une autonomie d'action. L'évolution des compétences est possible,

en élargissant leur «rôle propre», mais elle supposerait une formation qualifiante reconnue dans le diplôme et une rémunération correspondant à ce niveau de qualification. Nous devons défendre de véritables mesures pour garantir l'accès à la santé pour toutes: lutter contre les déserts médicaux par un maillage renforcé des services publics (transports, écoles, lieux de soins...), développer le travail pluridisciplinaire, ouvrir davantage de places en écoles d'infirmières et d'aides-soignantes, et former plus de médecins. Cela suppose des moyens universitaires pour des études de médecine accessibles, notamment avec un salaire étudiant, mais aussi la revalorisation des salaires et des embauches pour réduire le

turn-over, la reconnaissance immédiate des PADHUE (médecin diplômé hors UE) et le développement de formations qualifiantes tout au long de la carrière. Il est urgent d'investir massivement dans toute la chaîne du soin, via un véritable plan emploi-formation impliquant une hausse des budgets hospitaliers à 8 ou 10% — totalement incompatible avec l'austérité budgétaire.

Aurélie-Anne Thos



Vie du NPA l'Anticapitaliste

Louviers (27). Fête du NPA- l'Anticapitaliste de l'Eure

La rencontre départementale annuelle fut un moment de formation et d'échanges autour de l'écoféminisme, présenté par Christine Poupin, et l'État, introduit par Patrick Le Moal. Deux sujets au cœur des réflexions et de l'engagement du NPA-A qui questionnent au-delà de nos rangs. Aurélien Poireau (CPN) a présenté les positions du NPA-A, à l'international, au national et au local. Le débat a montré combien le NPA-A n'est pas seul à remettre en cause le broyeur capitaliste et a réaffirmé la nécessité



NPA-A

d'élaborer, avec d'autres, une perspective anticapitaliste d'émancipation mobilisatrice et réjouissante. La cinquantaine de participantEs, dont des jeunes qui participent à des rencontres mensuelles, des camarades LFI et le renfort de plusieurs camarades de Rouen, a poursuivi les discussions autour d'un apéro. Bilan positif pour notre comité.

Sophie

Angers (49). Réunion publique avec Aurore Koechlin

Ce vendredi 23 janvier, le comité d'Angers du NPA-A organisait une réunion-débat animée par notre camarade Aurore Koechlin, avec le soutien de camarades de la région. Une trentaine de personnes ont assisté au débat, pour la plupart du milieu militant local (les deux NPA, l'UCL, le réseau antifasciste, le Planning familial, la librairie Les Nuits bleues), avec près de la moitié de femmes et plusieurs militantEs syndicalEs. Certes, nous espérions davantage de participation, compte tenu de l'accueil souvent favorable à nos tracts, que ce soit dans les quartiers populaires ou à la fac, mais le résultat reste quand même positif. Dans son introduction, un militant local a relayé l'appel unitaire à manifester à Angers contre un rassemblement de nostalgiques de l'émeute fasciste du 6 février 1934. Après l'intervention d'Aurore, qui a évoqué la grève générale de Minneapolis le jour même, la discussion sur la situation internationale et nationale, entre autres avec nos jeunes camarades du NPA-R, a été sereine, chacun restant toutefois sur ses positions, unitaire et révolutionnaire pour ce



NPA-A

qui concerne le NPA-A, comme l'a une nouvelle fois rappelé Aurore. Parmi les questions posées, comment (re)politiser les milieux ouvriers et populaires, comment réagir à la montée de l'extrême droite, comment mener la bataille culturelle et quelles perspectives offrir à la population ?

CorrespondantEs

Culture

RÉCIT *La tête dans le mur. Un journaliste en déroute au Trumpistan, d'Emilien Bernard*

Lux Éditeur, 2026, 304 pages, 18€.

A près *Forteresse Europe** en 2024, Emilien Bernard propose, avec *La tête dans le mur*, un road-trip déjanté ambiance *Las Vegas Parano*, aussi drôle que révoltant, aussi clairvoyant qu'enfumé, aussi dépaysant que familier... Une pépite.

C'est une histoire presque vraie. À 80%, nous dit l'auteur. À nous de deviner, parmi les rebondissements improbables et les rencontres hallucinantes (voire hallucinées), de choisir ce que l'on voudra croire.

Le mur de Trump

Tous les chiffres, toutes les informations relatives aux personnes migrantes sont, quant à elles, parfaitement justes. Car c'est de cela qu'il s'agit : un documentaire plus qu'engagé sur le « mur de Trump » — bien plus, en fait, que la seule initiative du locataire « à tête de chips » de la Maison Blanche — et sur celleux qui, chaque jour, risquent leur

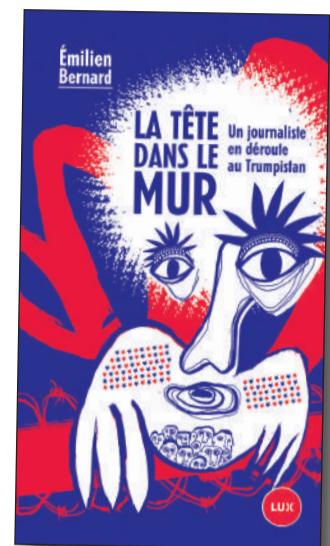
vie pour tenter de le franchir ou venir en aide aux candidatEs à l'asile. Alternant villes frontalières étatsuniennes et mexicaines, de la Californie au Texas, Emilien Bernard, accompagné de son amie caméra au poing, retrace la ligne d'arrivée de l'une des routes migratoires terrestres les plus meurtrières au monde, et les parcours de celles et ceux dont les vies gravitent autour.

Une succession de rencontres

Parsemé de meetings MAGA (et même de Trump « himself » !) en pleine campagne électorale de 2024, de visite au Border Patrol Museum et de discussions avec des rednecks complotistes pur jus — l'auteur ne reculant visiblement devant aucune souffrance par amour de son art — *La tête dans le mur* est une succession de rencontres inspirantes, d'un côté comme de l'autre de la frontière. Embarqué au côté de différentes associations engagées

pour apporter eau, vêtements ou réconfort aux migrantEs, Emilien Bernard, à grand renfort de substances apaisantes, prend la mesure du fascisme dans lequel sombre le « pays de la liberté », écho des dérives documentées en Europe pour son précédent ouvrage. Si la dépression de l'auteur n'était déjà avérée, il n'en faudrait probablement pas plus pour l'y faire basculer.

Le sujet pourrait être désespérant. La situation l'est indéniablement, à plus forte raison quelques mois après son écriture, ICE désormais en roue libre. Mais ce livre, sarcastique et hilarant, permet de garder à l'esprit que mettre la tête dans le sable ne fera pas passer la tempête, et que chaque engagement,



goutte d'eau d'humanité dans un océan de racisme étatique, peut sauver quelques vies ou, au moins, contrer l'abattement ambiant.

Cyrielle L. A.

* <https://lanticapitaliste.org/opinions/culture/forteresse-europe-enquete-sur-lensvers-de-nos-frontieres-demilien-bernard>

► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil
la-breche.com

CINÉMA *Promis le ciel, d'Erigé Sehiri*

1h32. Sortie le 28 janvier.

À Tunis, Marie, pasteure ivoirienne et ex-journaliste, accueille chez elle Jolie, étudiante calme et studieuse, et Naney, mère célibataire au parcours douloureux qui a laissé derrière elle sa fille, dans l'espoir de lui offrir un jour une vie meilleure. Une colocation bancale, joyeuse et agitée, dans laquelle débarque la petite Kenza, 4 ans, rescapée d'un naufrage et désormais seule au monde, que les trois femmes prennent sous leur aile.

La violence hors champ

Dans ce film, si la migration est un sujet omniprésent, pas de barbelés, pas de plans tragiques sur la mer, pas de musique larmoyante. Le danger est diffus, presque banal : un propriétaire inquiet, une rue à éviter, un statut qui peut basculer du jour au lendemain. La violence est hors champ, comme toujours lorsqu'elle est institutionnelle. Le film s'intéresse moins au départ qu'à ce moment suspendu où l'on attend, sans savoir si l'attente elle-même est autorisée. *Promis le ciel* reste dans la pudeur : cadres serrés, espaces clos, ville morcelée. Tunis en est le décor à la fois plombant et discret. Si

les trois héroïnes y vivent, elles n'ont pas le droit d'en faire réellement partie, et la ville le leur rappelle quotidiennement.

Une solidarité fragile

Le film ne cherche pas l'harmonie parfaite. Ici, pas de « pureté militante » : la solidarité se confronte chaque jour à la fatigue, à l'égoïsme et à la peur. Aïssa Maïga est très juste en pasteur charismatique et pragmatique, coincée entre foi, gestion et survie. Laetitia Ky incarne cette jeunesse qui aime faire la fête avec insouciance, mais qui doit affronter la violence de la société dans laquelle elle devient adulte. Debora Lobe Naney, enfin, incroyablement touchante et débordante de vitalité, apporte au film une énergie précieuse : avec elle, l'humour est un véritable outil de résistance. Sans jamais moraliser, *Promis le ciel* pose une question fondamentale : combien de temps accepterons-nous de vivre dans un monde où la solidarité met en danger celles et ceux qui la pratiquent ? Un film qui regarde la réalité en face, sans promettre le ciel, mais surtout sans renoncer à la dignité.

Cyrielle L. A.



Promis le ciel est un film qui défile tranquillement, sans slogans ni grandiloquence, pendant que le monde qui l'infuse s'agit à coups de lois, de rafales et de déclarations « responsables ». Erige Sehiri choisit de filmer le réel : observer ce que deviennent les individualités quand les discours officiels deviennent nocifs.

l'Anticapitaliste Nouveaux tarifs pour notre presse

À partir du 1^{er} février 2026, nous sommes dans l'obligation d'augmenter nos tarifs. L'hebdomadaire et la revue mensuelle augmenteront de 50 centimes chacun, ce qui représente une augmentation de 2,5 euros par mois pour les abonnéEs aux deux titres. L'augmentation sera plus limitée pour les tarifs réduits.

De plus, nous devons changer les modalités des abonnements. Dorénavant, les abonnements seront par nombre de numéros et non pas par mois. Ceci implique une légère augmentation du montant des prélèvements, mais il y aura moins de prélèvements par an. Pour l'hebdo, nous produisons 47 numéros par an. Nous aurons des abonnements pour 47 numéros (un an), 24 numéros (environ 6 mois) et les prélèvements seront faits tous les 12 numéros (au lieu de tous les 3 mois actuellement).

Les nouveaux tarifs sont donc les suivants :

Pour l'hebdomadaire

	Plein Tarif	Tarif réduit
47 numéros	94€	58€
24 numéros	48€	30€
12 numéros (prélèvements)	24€	15€
Pour la revue		
11 numéros	55€	42€
6 numéros	30€	23€
3 numéros (prélèvements)	15€	11,50€

Une campagne de solidarité internationale pour soutenir le projet d'industrialisation écologique de l'usine GKN de Florence

Le 14 janvier 2026, une assemblée générale internationale a rassemblé plus de 50 militantEs de différents pays européens avec l'objectif de coordonner et renforcer la campagne de solidarité autour du projet d'industrialisation écologique porté par le mouvement de l'ex-GKN.



L'usine d'essieux automobiles de Florence, suite à la fermeture, est devenue le fer de lance du syndicalisme écologiste européen. Dario Salvetti, figure de proue du « Collettivo di fabbrica » (collectif de l'usine), a résumé la longue histoire de la lutte et présenté les axes de la campagne internationale de crowdfunding.

L'occupation et la lutte acharnée des ex-GKN

La GKN de Florence était un fabricant d'essieux automobiles qui employait 400 salariéEs. La fermeture de l'usine en 2021 s'inscrit donc dans le contexte général de la crise de l'industrie automobile en Europe. GKN est par contre l'une des rares à avoir décidé de résister à la fermeture : des centaines d'ouvrierEs ont occupé l'usine et, soutenuEs par un large mouvement populaire, y ont assuré une présence permanente pendant plus de quatre ans. Cela fait maintenant quinze mois qu'iels ne touchent plus aucun salaire et le chômage va bientôt toucher à sa fin. À l'heure actuelle, l'ancien propriétaire de l'usine a une dette de 27 millions d'euros d'arriérés de salaires envers les travailleurEs.

GKN est l'une des rares usines à avoir résisté à la fermeture : des centaines d'ouvrierEs l'ont occupé

De la lutte défensive au plan d'industrialisation écologique

Salvetti explique que le fait d'avoir repoussé le licenciement n'a pas servi à relancer la production, ce qui les a encouragéEs à se tourner vers le mouvement climat et d'autres collectifs de militantEs et sympathisantEs afin de construire leur propre plan d'industrialisation écologique. Des transports publics, le projet s'est progressivement tourné vers un plan détaillé de production de panneaux photovoltaïques et de vélos-cargos. Douze manifestations massives ont été organisées dont la der-

nière a eu lieu en octobre et s'est terminée par l'occupation de

Ne voulant pas opter pour une nationalisation, les travailleurEs ont élaboré l'idée de « l'usine sociale intégrée »

l'aéroport local.

À cela s'ajoutent de nombreux événements et assemblées, la participation à quatre documentaires et à d'autres projets éditoriaux. Face aux multiples obstacles (faux nouveaux propriétaires, vente immobilière de l'usine, boycott de la classe politique), les travailleurEs ont commencé à prendre en considération l'idée d'une intervention publique. Ne voulant pas opter pour une nationalisation, en raison du rapport des forces dégradé et de l'obstacle de l'extrême droite au pouvoir, iels ont élaboré l'idée de « l'usine sociale intégrée ».

Le crowdfunding pour soutenir la coopérative ouvrière GKN For Future

Suite à l'adoption, en 2024, de la loi régionale toscane sur les consortiums industriels, le gouvernement régional du Parti démocrate (la gauche libérale) était censé prendre possession de l'usine tout en garantissant que la gestion reste aux mains de la coopérative ouvrière GKN For Future (GFF), créée par le collectif de travailleurEs, et qu'un tiers des décisions soient prises par une assemblée générale du mouvement de réindustrialisation. La campagne d'actionnariat populaire qui, à ce jour, a atteint 1,5 million d'euros, s'inscrit dans cette dynamique de participation collective.

La politique locale a formé un consortium industriel¹ avec des fonds publics qui devrait permettre à la coopérative de mettre en œuvre son dernier projet d'énergie et de mobilité durables avec le recyclage de panneaux solaires et la production de vélos-cargos. Toutefois, au-delà des apparences, rien de concret n'a été fait et de nombreuses personnes

ont été contraintes d'abandonner le projet. La réussite de la campagne de crowdfunding est donc cruciale.

Faire converger lutte syndicale, écologie et mouvement anti-guerre

Cette situation difficile est aggravée par un contexte de moins en moins propice à la conversion « verte ». Il y a seulement deux ans, l'Union européenne prévoyait de tripler la production de panneaux photovoltaïques. Aujourd'hui, les puissances européennes se tournent vers un processus de réarmement en espérant, d'une façon illusoire, d'endiguer la baisse de la production industrielle. « Nous sommes parfaitement conscientEs que le secteur de la guerre n'apportera que de nouvelles dettes et ne concernera que quelques grands groupes industriels qui en tireront profit, sans aucun bénéfice pour la majorité de la population

Aujourd'hui, les puissances européennes se tournent vers un processus de réarmement

et de la classe ouvrière », déclare Dario Salvetti.

Selon lui, cela constitue un obstacle majeur à la réussite du plan de conversion : « il est clair que si l'on veut convaincre la classe ouvrière que la solution réside dans la reconversion militaire, on ne peut pas tolérer un exemple comme celui de GKN ». C'est la raison pour laquelle tout a été fait pour freiner le plan d'industrialisation qui pourtant avait déjà réuni plusieurs millions d'euros à travers l'actionnariat populaire, les allocations chômage et la plateforme Yesg². Ce n'est pas un hasard si tous ces soutiens se sont volatilisés. Les capitaux privés et publics passent par le secteur immobilier et le secteur spéculatif et quittent la conversion « verte ».

L'ouvrier ne cache pas l'état d'épuisement et les grosses difficultés auxquelles iels sont confrontéEs depuis presque cinq ans. Mais il n'est pas question

Briser le siège du patronat constituerait un point d'appui pour le mouvement contre la guerre et contre le capitalisme

d'abandonner la lutte. La lutte des ex-GKN se nourrit des autres mouvements comme celui pour le climat et pour la Palestine. Ce dernier, explique Dario, « a atteint son apogée lorsque les camarades ont participé à la flottille pour tenter de briser le siège de la guerre. Il nous faut une sorte de flottille dans notre économie ». Réussir à briser le siège du patronat pour réaliser un projet collectif d'industrialisation écologique sous contrôle des travailleurEs constituerait un point d'appui important pour le mouvement contre la guerre et contre le capitalisme mondialisé.

Pour soutenir la lutte de l'ex-GKN, contribuez à populariser la campagne en France et à l'international!

Soutenez la campagne de crowdfunding pour le lancement du plan industriel de la première usine socialement intégrée d'Italie. Versez des dons à l'association Arci sur le site *Produzioni dal Basso*³.

Celle-ci jouera le rôle d'actionnaire public majoritaire qui investira ensuite l'argent dans les coopératives et qui organisera une assemblée générale des donneurEs afin de décider de l'utilisation des fonds versés aux coopératives. La plateforme Ener2Crowd⁴ permet à toutes les personnes qui ont signé leur déclaration d'intérêt pour la campagne d'actionnariat d'y investir leur argent.

Hélène Marra
1 – <https://inprecor.fr/ex-gkn-florence-le-collectif-de-lusine-relace-sa-campagne-dactionnariat-populaire>
2 – <https://profiles.eco/yesg>
3 – <https://autogestion.asso.fr/campagne-gkn-appel-a-notre-reseau-international-de-solidarite/>
4 – <https://www.ener2crowd.com/en/projects/details/451-riconversione-industriale>

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste


Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profitez de notre promotion d'essai :
12 € = 3 mois d'hebdo
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Et chaque mois,
l'Anticapitaliste
la revue**

**Le n°172-
173 est
disponible**

Pour le procurer,
tu peux envoyer
un chèque de
4,50 euros à l'ordre
de NSPAC à :
l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-
Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



**Soutiens la presse
anticapitaliste et reçois
l'Anticapitaliste
chez toi le vendredi !**

Découvre toutes nos offres
d'abonnement sur notre site
(6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations,
envoyer des photos ou des articles,
écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :
diffusion@lanticapitaliste.org

L'image de la semaine

